

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 01 Avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières Yvoir STONE SARL

LE VIEUX BOURG
35550 Saint-Just

Références : UD35/2025-099
Code AIOT : 0005502945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement Carrières Yvoir STONE SARL implanté au lieu-dit LE VIEUX BOURG à Saint-Just (35550). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières Yvoir STONE SARL
- LE VIEUX BOURG 35550 Saint-Just
- Code AIOT : 0005502945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STONE - Carrières YVOIR bénéficie d'un nouvel arrêté préfectoral daté du 26 juin 2023, pour l'exploitation d'une carrière de schistes pourpré, à hauteur de 20 000 t par an et pour une durée de trente ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.4.2 et 4.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Analyses dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 6.2 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.2.6 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 1.2.3	/
2	Aménagements préliminaires - Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Aménagements préliminaires - Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective
5	Autosurveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)	Avec suites, Demande d'action corrective
6	Suivi des poussières alvéolaires	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.3	/
10	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)	Avec suites, Demande d'action corrective
12	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des contrôles examinés (poussières, bruits, rejets d'eau) a bien été réalisé pour répondre aux observations faites lors de la précédente visite d'inspection.

L'Inspection note cependant que des améliorations devront être apportées :

- au plan d'exploitation qui doit être complété,
- au suivi des rejets aqueux : la zone de prélèvement doit être revue et les analyses poursuivies,
- lors du prochain contrôle des niveaux acoustiques, en adaptant les points de mesure en limites de site aux activités pratiquées.

La traçabilité des actions correctives réalisées pour répondre aux observations faites par le prestataire en charge du contrôle des installations électriques doit également être mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Quantité extraite autorisée
Prescription contrôlée : Le matériau extrait de la carrière est du schiste pourpre. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 20 000 t/an.
Constats : La quantité extraite en 2024 est de 1310 t, dans le respect de la quantité maximale autorisée. La déclaration GEREP a été complétée en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires - Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau a été implanté à l'entrée du site d'extraction, comprenant l'ensemble des informations requises par le présent article. L'atelier situé de l'autre côté de la route étant compris dans le périmètre autorisé, un second panneau devait également y être apposé. L'inspection a pu constater que ce second panneau, identique au premier, avait bien été apposé à l'entrée du site comprenant l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;• le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Toutes les bornes n'ont pu être aperçues au cours de la visite, en particulier deux d'entre elles situées dans la végétation en bordure du ruisseau situé en contrebas du site abritant l'atelier. L'exploitant a cependant pu montrer à l'inspection lors de sa précédente visite un procès verbal de bornage daté de 2004 et identifiant la localisation de certaines d'entre elles installées en périphérie de l'établissement. L'atelier, qui n'était pas compris dans la précédente autorisation, devait cependant également faire l'objet d'un bornage approprié : les deux bornes délimitant cette partie du site en bordure de route ont ainsi pu être identifiées lors de la présente visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;• les bords de la fouille ;• les surfaces en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• le positionnement des fronts ;• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...] Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan topographique consulté lors de l'inspection réalisée en 2024 était obsolète car datant de 2018 : il a depuis été actualisé mais continue de comporter certaines anomalies. Ainsi, la mention "Exploitation limitée en profondeur à 34 m NGF" résulte de l'ancienne autorisation et doit être retirée. La côte minimale autorisée est bien de 39 m NGF : elle a par ailleurs été respectée selon de nouveaux relevés topographiques réalisés en mars 2024. Le plan doit également intégrer la partie du site ajoutée à l'autorisation par arrêté préfectoral du 26/06/2023 au nord et abritant notamment l'atelier. Les surfaces en cours d'exploitation et celles éventuellement déjà remises en état doivent par ailleurs y être matérialisées. Les éventuels écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation devront être précisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan actualisé en mars 2024 doit être revu pour intégrer les observations faites ci-dessus. Il doit être accompagné de l'analyse de l'exploitant sur d'éventuels écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation. Si aucun écart n'est identifié, cela doit également être précisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Autosurveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.1 et 3.2.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Art. 3.2.1 L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Art. 3.2.2 Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance prescrit à l'article 3.2.1. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type suivi du plan de surveillance. [...]
Constats : L'inspection a demandé suite à sa précédente visite à ce qu'un plan de surveillance soit établi et à ce qu'un suivi des retombées de poussières soit réalisé avant la fin du mois de juin 2024. Le plan de surveillance a effectivement été réalisé en mai 2024 et transmis à l'inspection. Une campagne de mesures des retombées de poussières a ainsi été réalisée en juin 2024 au cours d'une campagne d'extraction, aux emplacements prévus par ce plan (3 jauges Owen). Le maximum (308 mg/m ² /jour) est atteint au nord-est de l'aire de traitement, en lien avec l'activité de découpe des blocs de schiste situé à proximité (néanmoins sans dépassement de la valeur limite réglementaire fixée à 500 mg/m ² /jour).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des poussières alvéolaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières alvéolaires
Prescription contrôlée : Au cours de la première année suivant la délivrance de la présente autorisation, une mesure des retombées dans l'environnement des poussières alvéolaires et de leur taux de silice sera effectuée. Les résultats de cette mesure font l'objet d'une interprétation afin de confirmer l'absence d'exposition des populations riveraines. Si le taux de silice est supérieur à 10 %, une évaluation des risques sanitaires avec une quantification des risques, est réalisée pour les populations riveraines de la carrière.
Constats : En parallèle des mesures de retombées de poussières, un préleveur CIP 10 a été installé à l'entrée de la zone d'extraction pour quantifier les poussières alvéolaires et leur taux de silice en juin 2024. Les valeurs mesurées indiquent : <ul style="list-style-type: none">- une teneur en poussières alvéolaires faible,- des teneurs eu quartz et cristobalite inférieures aux seuils de quantification,- l'absence de tridymite. Les niveaux mesurés en silice sont donc inférieurs aux 10 % fixés : il n'est donc pas demandé de réaliser d'évaluation des risques sanitaires au regard de ces résultats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.4.2 et 4.5.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux	
Prescription contrôlée :	
Art. 4.4.2 - Eaux issues de l'atelier de taille	
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur (ruisseau de Saint-Just) et après décantation, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :	
Paramètres	Concentration maximale sur une période de 24 h (en mg/l)
MES	35
DCO	125
Hydrocarbures totaux	10
Art. 4.5.2 - Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets	
Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :	
Paramètres	Fréquence de l'analyse
Débit	Quotidienne
Température	Hebdomadaire
pH	Hebdomadaire
MES	Semestrielle
DCO	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
Des analyses semestrielles sont réalisées en période de hautes eaux (mars/avril) et de basses eaux (septembre/octobre).	
Constats :	
Le redémarrage des activités en septembre 2023 n'avait pas permis à l'exploitant de réaliser en 2024 l'analyse des eaux en saison de basses eaux.	
Le matériel permettant de mesurer le pH et la température chaque semaine a été acheté : un registre permettant d'enregistrer les valeurs mesurées a par ailleurs été mis en place.	

<p>Sa consultation le jour de la visite n'appelle pas de commentaire particulier de la part de l'inspection : aucune valeur relevée ne dépasse les seuils prescrits.</p> <p>Les analyses semestrielles ont par ailleurs été réalisées : elles montrent en période de basses eaux (octobre) un dépassement de la valeur autorisée en MES.</p> <p>Le prélèvement réalisé est instantané et est réalisé dans le bassin situé en contrebas du site et non au droit du rejet : ce bassin collecte également les eaux pluviales qui ruissellent sur toute la partie haute de l'établissement, pas uniquement les eaux décantées issues de l'atelier de taille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> Les analyses semestrielles doivent être poursuivies : les prélèvements devront être réalisés lorsque cela est possible au droit du rejet dans le ruisseau de Saint-Just et non dans le bassin situé en contrebas du site afin de répondre aux présentes dispositions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Analyses dans le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu récepteur
Prescription contrôlée : Un suivi de la qualité du milieu récepteur des eaux traitées est assuré, sur la base d'analyses de l'eau du ruisseau de l'étang de Saint-Just, en amont et en aval de l'atelier de taille, sur les paramètres et aux fréquences définis ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• pH, matières en suspension, DCO, hydrocarbures : mesures semestrielles en période de hautes eaux (mars/avril) et de basses eaux (septembre/octobre) ; En cas de dégradation de la qualité de l'eau du ruisseau imputable au rejet de la carrière, l'exploitant stoppe le rejet, informe l'inspection des installations classées et propose un plan d'actions pour reconquérir le milieu récepteur.
Constats : Deux analyses dans le milieu, en amont et en aval du site, ont été réalisées en mars et octobre 2024 : les valeurs mesurées restent faibles s'agissant des MES (< 10 mg/l) et montrent tantôt un accroissement en aval tantôt une valeur plus faible en aval qu'en amont. Le pH mesuré s'avère également légèrement plus acide en aval. Pour l'heure ces deux seules mesures ne permettent cependant pas d'identifier si le rejet en provenance du site présente un impact pour le cours d'eau. Elles doivent donc être poursuivies pour identifier une éventuelle tendance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Les analyses dans le cours d'eau seront poursuivies selon la périodicité semestrielle requise : l'Inspection demande à ce que ces analyses soient interprétées par la société STONE - Carrière YVOIR de manière à identifier un éventuel impact sur le ruisseau de Saint-Just. En cas de dégradation, l'exploitant le signalera sans délai à l'Inspection, stoppera son rejet et proposera un plan d'actions pour résorber cette anomalie (reconquête du milieu récepteur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 6.2 (extrait)		
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores		
Prescription contrôlée :		
6.2.1 Valeurs Limites d'Émergence		
<i>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</i>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation		
<i>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</i>		
Point de contrôle	Période de jour, de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit, de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Limites de propriété	70	60
6.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores		
<i>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au cours de la première année suivant la délivrance de la présente autorisation, puis tous les 3 ans.</i>		
<i>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</i>		
<i>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</i>		
<i>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »</i>		
Constats :		
Un contrôle de la situation acoustique a été réalisé le 5 juin 2024 lors d'une campagne d'extraction. Deux mesures ont été effectuées : l'une en limite de site au nord-Est de l'atelier et l'autre dans la zone à émergence réglementée située à l'ouest de zone d'extraction.		

Le rapport établi par le prestataire ayant réalisé ces mesures ne met en évidence aucune non-conformité à la réglementation.

Les différents points de mesures n'ont pas été fixés par l'arrêté du 26 juin 2023 : ils dépendent en effet des activités effectivement pratiquées au sein de l'établissement au moment de la mesure.

L'activité effectivement pratiquée sur le site n'est cependant pas clairement identifiée dans le rapport de mesure (extraction en cours, localisation des engins, activité de taille/sciage ?). Aussi, il est difficile d'établir si les points de mesures choisis sont pertinents.

L'Inspection note que le dossier de demande d'autorisation déposé, qui a conduit au présent arrêté préfectoral, préconisait un point de mesure en limite de site à l'ouest, proche de la zone d'extraction, ce qui semble plus cohérent si l'activité réellement pratiquée ce jour-là était de l'extraction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Le prochain contrôle de la situation acoustique devra être effectué avant le mois de juillet 2027 (périodicité de trois ans requise) : l'Inspection demande à ce que lors de la réalisation de ce futur contrôle, les mesures soient effectuées en concordance avec les activités pratiquées qui devront être clairement mentionnées : en limite de site ouest tel que précisé dans le dossier de demande d'autorisation et en limite nord-est en cas d'activité de l'atelier (sciage, découpe de pierre, usinage meulage, ébarbage etc.)

La mesure en ZER à l'ouest sera bien entendu également maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• dans le délai de six mois à compter de la délivrance de la présente autorisation : une réserve d'eau de 120 m³, utilisable en permanence, placée à moins de 100 m des bâtiments à défendre, en utilisant les voies praticables. Ce point d'eau est réalisé conformément aux fiches techniques du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine et fait l'objet d'une réception par ce service ;• des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement.
Constats : L'échéance pour l'installation de la réserve est arrivée à son terme en fin d'année 2023. Un accord a depuis été trouvé avec la mairie de Saint-Just pour financer la mise en place de la réserve en question, qui sera commune avec le site voisin (la carrière exploitée par la société MEN ARVOR). La réserve souple de 120 m ³ commune aux deux sites (MEN ARVOR et Carrières YVOIR) a été implantée et réceptionnée par le SDIS le 3 juillet 2024. L'attestation du SDIS suite à cette réception a été communiquée à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.2.6 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en janvier 2025, dans le respect de la périodicité requise. Il n'a pu être établi au cours de la visite si les actions correctives requises avaient été effectuées (pas de traçabilité).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à ce qu'un plan d'actions soit établi pour résorber les non-conformités relevées lors de ce contrôle. Une traçabilité des mesures prises lors de ces contrôles doit par ailleurs être mise en place suite à chacune des interventions du prestataire mandaté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 7.4.2 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Les équipements sont entretenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces dispositions.
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs par un prestataire spécialisé a été effectué le 16 avril 2024, dans le respect de la périodicité imposée. L'inspection s'est assurée par sondage que les équipements possédaient bien le marquage témoignant de leur contrôle. Le registre de sécurité a été complété en conséquence par le prestataire mandaté.
Type de suites proposées : Sans suite